Destins de religieuses pendant la Rvolution franaise : l'exemple du diocse de Poitiers

Gwnal Murphy

dition lectronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/63>
DOI : 10.4000/clio.63
ISSN : 1777-5299

diteur

Belin

dition imprime

Date de publication : 1 avril 2002
Pagination : 111-122
ISBN : 2-85816-620-X
ISSN : 1252-7017

Rfrence lectronique

Gwnal Murphy, « Destins de religieuses pendant la Rvolution franaise : l'exemple du diocse de Poitiers », *Clio. Histoire, femmes et socits* [En ligne], 15 | 2002, mis en ligne le 08 fvrier 2005, consult le 29 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/63> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.63>

Destins de religieuses pendant la Révolution française : l'exemple du diocèse de Poitiers

Gwénaél MURPHY

Entre caricature et hagiographie

On ne connaît pas la réalité des religieuses en Révolution. Les travaux épars qui leur sont consacrés, le plus fréquemment fragments d'articles ou d'ouvrages plus larges, à l'exception de quelques travaux spécifiques, n'éclairent encore que partiellement une littérature qui nous en renvoie une image brouillée de laquelle l'Histoire n'a pas su se dégager encore. Souffrant sans nul doute de l'attention soutenue portée aux prêtres à la même période¹, aussi bien réfractaires que mariés, l'idée que l'on se fait des religieuses à la fin du XVIII^e siècle demeure assujettie aux caricatures, littéraires ou imagées, de l'époque et à celle des écrits hagiographiques du siècle qui a suivi. Gémissant à l'ombre des cloîtres en raison d'une vocation forcée par un père indigne, celles de la fin de l'Ancien Régime «attendaient qu'un Diderot vienne leur ouvrir la grille»² : nourris de ces préjugés, les députés de l'Assemblée Nationale s'attendent, lorsqu'ils ouvrent

1 À tel point que les ouvrages évoquant l'aspect religieux de la Révolution considèrent bien souvent avoir fait le tour du sujet, une fois évoquée l'évolution de la situation clérical. Sur les curés et la Révolution, voir : Cousin 1995, Flament 1989, Maréchaux 1996, Tackett 1986, et Vovelle 1988.

2 Loupès 1985 : 14.

les portes des couvents, en février 1790, «à une ruée vers la liberté de pulpeuses jeunes filles cloîtrées contre leur gré»³. De ce moment, précisément, où les vœux monastiques sont levés, l'histoire pro-catholique des XIX^e et XX^e siècles s'est emparé pour démontrer que «brusquement éclairées par les lumières du siècle [...] elles font preuve d'une touchante unanimité dans leur vocation»⁴ ; le renversement d'image, rétrospectif, est à l'œuvre.

Les historiens du XVIII^e siècle religieux sont revenus avec justesse sur la crise des vocations et leur fragilité, alors que les monographies révolutionnaires confirment l'écrasante majorité, mais non l'unanimité, de la fidélité aux vœux. Toutefois, il y a une nuance considérable entre l'acte, le fait de rester au couvent alors qu'elles ont la possibilité de le quitter, et la raison de celui-ci, qu'on ne peut lier avec affirmation à un amour de la condition religieuse tant les possibilités d'insertion sociale sont minces pour ces femmes. En effet, les moines peuvent trouver plus aisément une place dans le monde, comme fonctionnaires, instituteurs ou curés de paroisses. À l'inverse, les religieuses ne disposent que de peu d'alternatives «professionnelles» (domesticité, couture). De plus, la nature de l'institution monastique dans laquelle elles évoluent depuis de nombreuses années, voire décennies, rend difficile le départ d'un univers sécurisant par ses règles mêmes.

L'historiographie ouvre des points de vue précis lorsqu'elle aborde les religieuses en Révolution : leurs complaisances vis-à-vis des réfractaires auxquels elles prêtent leurs chapelles avant 1792, leur refus «général» du serment de l'égalité qui en fait des victimes de la Terreur (en particulier les célèbres Carmélites de Compiègne canonisées en littérature par G. Bernanos) ; enfin, plus rarement, la rapidité avec laquelle elles reforment officiellement leurs communautés sous l'Empire. C. Langlois a montré la vigueur des ordres féminins au XIX^e siècle, «régénérés» en quelque sorte par la Révolution⁵. De ces éclairages sélectifs et traditionnels

3 Gibson 1993 : 70.

4 Gorce 1935 : 175.

5 Langlois 1984.

sur le sort des femmes en religion dans les années 1790, sont omises, plus ou moins consciemment, celles qui forment peut-être une majorité invisible : les ex-religieuses qui s'adaptent, ou consentent à leur sécularisation et ne reprennent pas, le moment venu, le chemin du couvent. Le diocèse de Poitiers, qui correspond approximativement aux actuels départements de la Vienne et des Deux-Sèvres et où l'on dénombre en 1790 cinquante-huit communautés féminines abritant mille cent religieuses (ce qui fait de lui le cinquième diocèse de France sur le plan quantitatif), en fournit un exemple.

Mariées, reconverties sur le plan professionnel ou retournées dans leurs familles, ce sont ainsi 68 % des professes du diocèse de Poitiers qui ne porteront plus jamais le voile après 1792. Car «les Carmélites de Compiègne, les religieuses d'Orange ne sont pas forcément les plus représentatives de ce que sont les religieuses sous la Révolution»⁶. Ces attitudes presque invisibles à l'Histoire et aux archives montrent que les religieuses compiègnoises symbolisent la minorité militante de celles qui acceptent de risquer leur vie pour rester religieuses.

C'est donc une image brouillée, car partielle et partiale, que la Révolution nous renvoie de ces femmes. Objets du «rire révolutionnaire» lors des fustigations de Saint-Roch en avril 1791 où des femmes du quartier imposent une «discipline patriotique» érotico-blasphématoire à des professes⁷, elles sont ramenées pendant cette période au rang de simples auxiliaires de l'Église, de dévotes accrochées à leur foi, de religieuses sans conscience et non de femmes ayant un choix à faire entre le monde et le couvent et capables de raisonner par elles-mêmes. La vision de la religieuse demeure trop attachée à celle de son voile.

6 Krumenacker 1995, t. 2 : 108.

7 Baecque 1993 : 324-325. Le 7 avril 1791, le couvent Sainte-Marie du faubourg Saint-Antoine à Paris, suspecté d'abriter des prêtres réfractaires, est envahi par des femmes du faubourg armées de verges par des patriotes.

Le vécu collectif de l'événement

Près de 37 000 religieuses dispersées entre 1 800 communautés de femmes sur le territoire du royaume se signalent sur les états de situation exigés par l'Assemblée au printemps 1790, chiffres encore au-dessous de l'exactitude quantitative⁸. Elles ne se partagent pas schématiquement entre contemplatives «inutiles», enseignantes «louables» et hospitalières «indispensables» selon la tripartition usuelle employée à leur égard et les préjugés qui y sont accolés. De multiples subtilités d'utilité et d'utilitarisme social sont venus en effet modifier, au long des XVII^e et XVIII^e siècles, les objectifs originels des monastères de femmes : l'accueil de pensionnaires, de femmes seules, veuves, séparées, insensées, voire la tenue de classes gratuites sont pratiques courantes parmi les contemplatives de la fin de l'Ancien Régime. Pour leur part, les enseignantes ouvrent généralement un pensionnat pour les femmes âgées, tandis que les ordres «hospitaliers» s'adjoignent fréquemment l'instruction des filles du village ou des quartiers où elles résident. Plus de neuf religieuses sur dix, en 1790, sont des actrices sociales de leur temps. Si la forme (habits, offices, monastère) et les règles diffèrent, la nécessité d'acquérir une certaine utilité sociale a été perçue par presque tous les couvents de femmes. Ainsi, 53 des 58 couvents de femmes du diocèse de Poitiers à la fin de l'Ancien Régime s'inscrivent-ils dans cette perspective. Il n'y a plus guère, à la veille de la Révolution, que les Carmélites, les Fontevristes et quelques grandes abbayes bénédictines qui demeurent hermétiques au bruit du monde et à l'odeur du siècle.

Ces liens même ténus avec l'extérieur, l'implication économique, spirituelle et familiale des communautés féminines dans les villes et les campagnes où elles évoluent, ont contribué à une ouverture mentale et symbolique des cloîtres sur le monde, bien antérieure à leur ouverture matérielle en février 1790. De fait, si le prisme du contrôle et du filtrage conventuel des informations et des correspondances revêt le plus souvent d'une certaine opacité la réception singulière que possèdent les professes du siècle dans lequel elles vivent, les archives démontrent qu'il ne leur est

8 Archives Nationales, D-XIX/1 à 9 : État des religieuses, 1790 (par diocèse).

pas étranger. Ce lien explique la diversité des formes de la réception de l'événement révolutionnaire avant et surtout après la dispersion officielle des communautés, qui intervient en septembre 1792⁹. Cette diversité ne se rattache cependant pas qu'aux ordres religieux auxquels ces femmes appartiennent et à l'intensité de leur implication dans le monde social : il va de soi que les origines familiales et sociales entrent également en ligne de compte dans leurs réactions pendant la Révolution ainsi que, fait souvent négligé, leur position hiérarchique dans la communauté. Ainsi, dans le Haut-Poitou, la quasi-totalité des anciennes supérieures et conseillères encore vivantes en 1800 reprendront la vie religieuse, tandis que 85% des anciennes sœurs converses, faisant office de servantes dans les couvents d'Ancien Régime, s'y refuseront¹⁰. Pour des raisons tant pratiques que théoriques, la quantification précise des divers comportements des religieuses face à la Révolution Française ne sera pas effectuée ici. En un tel moment de crise, l'important réside peut-être plus dans le fait que certains choix aient été possibles et effectués que dans le nombre de personnes qui y ont souscrits.

La Révolution entre au couvent, sur le plan politique, dès novembre 1789 avec la suspension provisoire des vœux de religion¹¹. Elle entraîne, selon des modalités qui prouvent la porosité des cloîtres aux bruits et aux rumeurs extérieures, plus de 250 lettres collectives de défense des vœux et une quarantaine de courriers individuels approuvant le décret et parvenant de tout le royaume à l'intention des députés¹², le tout paraphé par quelques cinq mille religieuses. La grande majorité silencieuse laisse surtout penser que celle-ci croit en un avenir dégagé ou ne se sent guère concernée. Les sorties volontaires, à partir du printemps 1790, représen-

9 Selon la loi du 18 août 1792, cependant environ 10% des couvents ont déjà été dispersés avant en raison de petits effectifs (moins de quinze religieuses) et 20% le seront ultérieurement (hospitalières que l'on ne sait comment remplacer).

10 Archives des Deux-Sèvres, 17 V2/A et B : Communautés religieuses, an X-1850 et Archives de la Vienne, V-4/1 et 2 : Congrégations diverses, an X-1832.

11 Archives Parlementaires (désormais AP), 1ère série, t. X, pp. 624-626.

12 Archives Nationales, D-XIX/16 : Réclamations de religieuses quant à la suppression des vœux.

tent ensuite un phénomène sans doute largement sous-estimé, qui touche certes une petite minorité de religieuses (5% dans le Poitou) mais se déroule sous les yeux de milliers d'autres. Premières fissures humaines des institutions, elles sont accompagnées de la nationalisation des biens et du démantèlement financier, qui rythment l'année 1791. Celle-ci voit s'entamer une longue série d'intrusions légales (inventaires des officiers municipaux, questionnement des religieuses sur leur souhait de continuer ou non la vie commune, descente des cloches) qui deviendront régulières jusqu'à la fermeture. Elle sont parfois accidentelles lors d'émeutes contre des couvents accueillant des prêtres réfractaires. Les expulsions s'étalent du printemps 1791 au printemps 1794 pour les dernières communautés d'hospitalières, les deux tiers ayant lieu lors de la dernière semaine de septembre 1792. La chronologie des dispersions est liée au degré d'utilité sociale supposé des couvents concernés. Elle commence par les petits prieurés de contemplatives installées à la campagne, culmine avec les grandes abbayes médiévales et les importants monastères d'enseignantes ou de charité (Ursulines, Visitandines) pour s'achever par les micro-communautés de Filles de la Sagesse ou de la Providence employées dans les hospices et les Hôtels-Dieu.

Des choix de vies multiples

La dispersion renvoie chaque ex-religieuse face à elle-même. Le langage des autorités révolutionnaires à leur égard, la législation en vigueur et l'opinion publique les politisent par l'exigence des serments et le titre de «citoyenne» qui leur est désormais attribué. Les anciennes professes vont dès lors suivre une multitude de routes fort diverses dont le choix, mêlant contexte local, circonstances familiales, origines sociales et monastiques, âge et parcours personnel, s'avère très complexe à analyser. Par souci de concision, il convient de regrouper schématiquement et de définir les types de comportements repérés dans le groupe des ex-religieuses du diocèse de Poitiers sur lequel nous avons mené une étude prosopographique afin de connaître avec précision cette diversité possible des trajectoires singulières qu'a entraîné l'événement révolutionnaire.

Après la dispersion se mettent en place des solidarités immédiates avec

les familles qui, en nombre, se déplacent pour venir récupérer leur parente à la sortie du couvent ou dans les semaines qui suivent ; ou au contraire apparaissent des solitudes brutales faisant suite à des années de vie commune. Le rapport à la politique révolutionnaire, à l'événement en soi, est incontournable. Il y a d'une part les ex-religieuses, souvent issues des communautés enseignantes et retirées en milieu rural, qui prêtent le serment de haine à la royauté afin de toucher leur pension en l'an VI, d'autre part, la même proportion passe un séjour en prison comme «suspectes», «sœur ou fille d'émigré» ou plus simplement «Contre-Révolution». Ainsi, dans le diocèse de Poitiers, sur 1 100 religieuses, 98 prêtent serment et 102 font un séjour carcéral. Sur un autre plan, nous trouvons des comportements extrêmes : on peut opposer les mariages de religieuses aux exécutions d'anciennes professes pendant la Terreur, tant au plan quantitatif (environ 700 mariages en France et 200 exécutions sommaires ou légales d'ex-religieuses)¹³ que symbolique ; les unes acceptent de refaire leur vie et consentent à l'extinction des monastères, les autres décident de respecter leurs vœux. Enfin, du côté des corps, c'est parfois la découverte de la sexualité, l'enfantement, mais aussi les souffrances physiques ou la mort. Entre ces extrêmes se déclinent toute une gamme d'attitudes, majoritaires, de l'ordre de l'accommodement, parfois de la résistance passive, ou encore du refus. Les suicides en prison ou à leur nouveau domicile, les cas de mendicité avérée, les arrestations pour prostitution, toutes à relier à la misère morale et financière dans lesquelles les a plongées la Révolution française se démarquent dans ces destinées tragiques¹⁴. Comme dans chaque période de crise, les femmes «fragiles», isolées et peu fortunées,

13 Graham dans Plonger 1988 : 321-331. Pour les exécutions, recensement effectué à partir d'une base bibliographique de 162 ouvrages évoquant les religieuses et la Révolution en France. 45 ont été exécutées à Paris par le Tribunal Révolutionnaire, le même nombre dans la guerre de Vendée, 30 dans le Nord et 32 à Orange, les autres exécutions étant dispersées entre les lieux de répression les plus sévères du territoire (Bordeaux, Lyon, Bretagne).

14 Douze ex-religieuses, dans le Haut-Poitou, sont déclarées «démentes» sur certificats de santé dans les années 1798-1800 et dispensées de prêter les serments révolutionnaires requis pour toucher leurs pensions. Souvent très âgées, à deux exceptions près où la

sans soutiens familiaux, sont les plus touchées par les difficultés. Les ex-religieuses n'échappent pas à ce schéma pour plus d'un cinquième d'entre elles dans le Poitou, sans proches et souvent trop âgées ou trop malades pour travailler. À leurs côtés s'opèrent des insertions professionnelles dans des domaines proches des compétences acquises au couvent (infirmier, domesticité, marchandes, institutrices), fait dont la quantification (7% des anciennes professes poitevines) revêt peu de sens tant ces trajectoires restent difficilement repérables par les archives.

Le XIX^e siècle sera le théâtre simultanément de la renaissance des couvents de femmes et de la construction de leur mémoire révolutionnaire. Les villes reconstituent intégralement leurs réseaux conventuels, alors que les milieux ruraux et les petites villes les perdent tous¹⁵. La réception et la durée de l'événement révolutionnaire ne sont pas figées et connaissent une variabilité temporelle adaptée aux ordres religieux. Ainsi, les hospitalières réapparaissent légalement dès les années 1798-1800, alors que les enseignantes ne seront reconnues qu'entre 1806 et 1808. Enfin les ex-contemplatives qui souhaitent le rester devront patienter jusqu'à Charles X pour obtenir une reconnaissance légale¹⁶. Chez les unes, la coupure dure six à dix ans, chez les autres vingt à trente-cinq ans. Les survivantes vont dès lors transmettre aux nouvelles venues une mémoire de la Révolution française où elles s'érigent en héroïnes, transformant fréquemment la réalité des faits, dans le but officiel de trouver une justification surnaturelle aux événements, et plus officieux de se glorifier elles-mêmes¹⁷. La Révolution sera longtemps diabolisée pour avoir mis fin à un âge d'or mythique dans les écrits des religieuses ; le paroxysme de cette littérature

simulation est avérée, elles ne permettent pas d'entrer et de trancher dans le débat, insoluble à mon sens, qui consiste à déterminer ce qui, entre la vie religieuse et le choc révolutionnaire, est responsable de cet état d'esprit. Il en eût peut-être été ainsi, pour ces femmes, quoiqu'il advienne... À ce propos, voir Jacob dans Brive 1990 : 129-134.

15 Ce qui explique que les milieux ruraux furent les principaux lieux d'implantation des nouvelles congrégations du XIX^e siècle, notamment celle des Filles de la Croix.

16 AP, 2^eme série, t. XLIV, p. 43, décret du 28 juin 1825.

17 Le phénomène est visible de l'extérieur à partir des reconnaissances des anciennes reliques des monastères restaurés, dans les années 1820, où les évêques sollicités font

sera atteint lors de loi la Séparation de 1905, mise en parallèle avec 1793. Pendant ce temps, on oublie une réalité avérée dans le Haut-Poitou : les deux tiers des religieuses encore vivantes sous l'Empire sont installées à titre définitif dans leur famille, mariées, mères de familles, parfois en concubinage. Certaines tiennent un commerce ou une école laïque. Pour ces femmes, la sécularisation, subie ou volontaire¹⁸, demeure leur choix de vie et elles ne reprennent pas le chemin du couvent. L'Histoire ne dit pas si elles le regrettèrent.

La Révolution de la vie quotidienne

Il importe enfin de comprendre combien la Révolution française bouleverse la «vie quotidienne» des ex-religieuses après 1792¹⁹. Nous pouvons revenir par exemple sur les mariages des religieuses, dont les deux tiers, dans le Poitou, donne lieu à des naissances²⁰. L'assurance du bonheur n'est certes pas dans les archives, mais il s'agit de femmes dont la Révolution a modifié radicalement la vie et qui ne reviendront pas sur leur «second choix», si tant est que le premier en fut un. Le rapport au corps, avec la (re)découverte de la sexualité, la fin des interdits conventuels, se trouve totalement modifié²¹. L'environnement quotidien change également du

appel aux survivantes pour rapporter de quelle façon les reliques ont traversé l'époque révolutionnaire et authentifier celles-ci. Les témoignages auto-hagiographiques des religieuses sont alors retranscrits.

18 N'omettons pas que la moitié seulement des communautés d'Ancien Régime se reconstituent après la Révolution dans le diocèse de Poitiers, les plus touchées étant les contemplatives. Toutefois, la sécularisation, même pour les membres de ces couvents non réunis, peut être choisie puisque, à l'exception des fontevristes qui regroupent 23% des religieuses poitevines en 1790, tous les ordres présents avant la Révolution le sont au moins à travers un couvent en 1808. Ainsi le Calvaire de Poitiers réunit-il les anciennes religieuses des Calvaires de Loudun, Chinon, Tours et Saumur qui ne renaîtront pas au XIX^e siècle.

19 «Vie quotidienne» est ici entendu dans le sens de l'*Alltagsgeschichte*, soit dans les actes répétitifs de chaque journée dans l'organisation usuelle de celle-ci. Voir Lüdtke 1994.

20 Selon les archives de l'état civil, sur 81 mariages dans la Vienne et les Deux-Sèvres, 51 sont féconds et engendrent 127 enfants d'ex-religieuses.

21 Nous ne suggérons pas toutefois que la sexualité ait été absente des couvents de fem-

tout au tout. De la cellule, elles passent à une location, chambre garnie pour la plupart, plusieurs pièces pour les plus aisées, voire propriété pour quelques-unes. Une ex-religieuse poitevine sur quatre, globalement, est accueillie par sa famille proche ou lointaine, alors que moins d'un dixième d'entre elles s'associe pour louer quelques pièces en ville. Les cas de mendicité et d'errance ne sont pas isolés. Le choc révolutionnaire prend alors toute sa signification sémantique. Leur entourage relationnel, également, se trouve bouleversé : outre la modification des rapports avec leurs connaissances préalables (famille et consoeurs), la Révolution Française les entraîne à rencontrer des personnes qu'elles n'auraient jamais du croiser. Voisins, amis, futurs maris, représentants en mission ou officiers municipaux, délinquants ou criminels, le paysage humain des religieuses se trouve radicalement renouvelé et restructuré après 1792.

L'étude du monde des religieuses offre un prisme pertinent pour appréhender l'événement révolutionnaire dans son ensemble. Elle permet d'analyser ce que cet événement a représenté pour des groupes et pour des individus, de distinguer en quoi l'impact de la Révolution est à lier au sexe, à la position sociale des personnes étudiées. Les religieuses, comme telles, entretiennent un rapport singulier avec la Révolution qui perdure au-delà de 1799. Cette approche permet de proposer une vision «par le bas» de l'événement. Pour comprendre l'ampleur des changements qu'il a engendré, il convient de prendre en compte la spécificité des femmes choisies ici : leur vie au couvent doit être mieux cernée afin de la comparer, en quelque sorte, avec celle qu'elles mènent pendant et après la Révolution. Au-delà, nous pourrions peut-être, au cours de travaux plus précis et à venir, approcher la Révolution au quotidien en intégrant la dimension du genre.

mes, même si les archives religieuses demeurent muettes à ce propos. En revanche, les archives judiciaires du siège royal de Niort nous livrent seize déclarations de grossesses issues de relations illégitimes de religieuses, Carmélites ou Ursulines de cette ville située sur la frange occidentale du diocèse de Poitiers, entre 1730 et 1770.

Bibliographie

- BAECQUE Antoine de, 1993, *Le Corps de l'Histoire. Métaphores et politique (1770-1800)*, Paris, Calmann-Lévy.
- BLIAUX Fabienne, 1999, *Les Franciscaines dans la province ecclésiastique de Reims (1450-1800)*, Thèse de doctorat, Amiens, 2 vol.
- BOUSSOLADE Jean, 1962, *Moniales et hospitalières dans la tourmente révolutionnaire*, Paris, Letouzey et Ané.
- BUSH William, 2001, *La véritable histoire des Carmélites de Compiègne*, Etampes, Clovis.
- CHASSANG Véronique, 2000, *Les communautés féminines de Haute-Auvergne pendant la Révolution française (1789-début XIX^e siècle)*, Mémoire de maîtrise, Clermont-Ferrand II.
- COUSIN Bernard, 1995, *Hommes de Dieu et Révolution en Provence*, Turnhout, Brepols.
- DEBOUTE Eugénie, 1989, *L'Union Chrétienne à Fontenay-le-Comte. Un rameau poitevin d'un institut confronté à la Révolution*, Paris, Médiaspaul.
- DUBY Georges et PERROT Michelle, 1991, *Histoire des femmes en Occident*, t. 3 : XVI^e-XVIII^e siècles, sous la responsabilité de Arlette Farge et de Natalie Zemon-Davis, Paris, Plon.
- FLAMENT Pierre, 1989, *Deux mille prêtres normands face à la Révolution 1789-1801*, Paris, Perrin.
- GIBSON Ralph, 1993, «Le catholicisme et les femmes en France au XIX^e siècle», *Revue d'Histoire de l'Église de France*, 202, t. LXXIX : 63-93.
- GODINEAU Dominique, 1988, *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Aix-en-Provence, Alinéa.
- GORCE Pierre de la, 1935, *Histoire religieuse de la Révolution française*, 5 vol., Paris, Plon.
- GRAHAM Ruth, 1988, «The married nuns before Cardinal Caprara. A sociological analysis of their petitions», in Bernard Plongeron (dir.), *Pratiques religieuses dans l'Europe révolutionnaire*, Turnhout, Brepols : 321-331.

- GUEUDRE Marie-Chantal, 1963, *Histoire de l'ordre des Ursulines en France*, Paris, Médiaspaul.
- HOURS Bernard (dir.), 2001, *Carmes et Carmélites de France du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Cerf.
- JACOB Françoise, 1990, «Le cas des ex-religieuses en démente enfermées à l'Hôpital Général de Toulouse», in Marie-France Brive (dir.), *Les femmes et la Révolution française*, Toulouse, PUM, t. 2 : 129-134.
- KERVINGANT Marie, 1989, *Des moniales face à la Révolution française. Aux origines des Cisterciennes-Trappistines*, Paris, Beauchesne.
- KIRCHNER Patricia, 1999, *Les bénédictines de France de 1790 à 1837*, Thèse de doctorat, Lyon II, 2 vol.
- KRUMENACKER Yves (dir.), 1995, *Religieux et religieuses pendant la Révolution, 1770-1820*, Lyon, Profac.
- LANGLOIS Claude, 1984, *Le catholicisme au féminin : les congrégations françaises à supérieure générale au XIX^e siècle*, Paris, Cerf.
- LEFEVRE Christine, 1988, *Le monastère des Filles de Sainte-Claire de Nantes, 1457-1988*, Mémoire de maîtrise, Nantes.
- LOUPES Philippe, 1985, *Chapitres et chanoines de Guyenne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, EHESS.
- LÜDTKE Alf (dir.), 1994, *Histoire du quotidien*, Paris, MSH.
- MARAND-FOUQUET Catherine, 1989, *La femme au temps de la Révolution*, Paris, Stock.
- MARECHAUX Xavier, 1996, *Les prêtres mariés pendant la Révolution française*, Thèse de doctorat, Paris I.
- MURPHY Gwénaél, 1997, *Les religieuses de Châtellerauld et la Révolution*, Mémoire de maîtrise, Poitiers.
- MURPHY Gwénaél, 1999, *Féminité, religion et Révolution dans le Poitou*, Mémoire de DEA, Poitiers.
- SOUTH- BEAUMONT Béatrice, 2000, *La restauration des monastères de dominicaines en France au XIX^e siècle*, Thèse de doctorat, Fribourg.
- TACKETT Timothy, 1986, *La Révolution, l'Église, la France*, Paris, Cerf.
- VOVELLE Michel, 1988, *La Révolution contre l'Église. De la Raison à l'Être Suprême*, Bruxelles, Complexe.